ANNEXE 4 – CODES NATINF SAFUR-HI-PPA
EXTRACTION OPÉRATIONNELLE ET CADRES D'IMPOSITION DU STAGE

Liste indicative et non exhaustive – réaudit PPA autonome et fermé au 07/10/2026 à partir du référentiel NATINF officiel, édition juillet 2026, jeu de données mis à jour le 06/09/2026. Les 190 codes retenus sont tous des délits. L'annexe distingue deux cadres juridiques d'imposition du stage SAFUR-HI-PPA : 104 qualifications punies d'emprisonnement, pour lesquelles le stage peut être prononcé directement sur le fondement de l'article 131-5-1 du Code pénal lorsque les conditions légales sont réunies ; et 86 qualifications punies d'amende seulement dans leur forme auditée, pour lesquelles le stage peut être imposé dans le cadre d'un ajournement avec probation lorsque les conditions légales de cette mesure sont réunies. Le périmètre matériel comprend 135 qualifications d'urbanisme et 55 qualifications d'habitat indigne. Le programme combiné peut réunir dans une même session des stagiaires relevant de l'un ou l'autre de ces deux thèmes ; il n'élargit pas le périmètre matériel au-delà de l'union de ces deux populations.

I. STAGE POUVANT ÊTRE PRONONCÉ DIRECTEMENT SUR LE FONDEMENT DE L'ARTICLE 131-5-1 DU CODE PÉNAL — 104 NATINF

Les qualifications réunies dans cette première partie sont punies d'emprisonnement. Lorsque les conditions légales sont réunies, le stage SAFUR-HI-PPA peut être prononcé directement sur le fondement de l'article 131-5-1 du Code pénal, sous l'appréciation de l'autorité judiciaire.

A. URBANISME — NOYAU PRINCIPAL (22 NATINF)

Qualifications directement rattachées aux matières centrales du programme Urbanisme.

I-A — URBANISME — NOYAU PRINCIPAL — STAGE POUVANT ÊTRE PRONONCÉ DIRECTEMENT				
Code NATINF	**Libellé**	**Texte(s) de définition**	**Texte(s) de répression**	**Peine principale encourue / repère**
4624	POURSUITE DE TRAVAUX MALGRE DECISION JUDICIAIRE OU ADMINISTRATIVE D'INTERRUPTION	ART.L.183-3,ART.L.183-4 AL.1 C.CONSTRUCT.	ART.L.183-3 C.CONSTRUCT.	3 mois d'emprisonnement + 45 000 € d'amende
8311	RECIDIVE D'INEXECUTION, DANS LES DELAIS PRESCRITS, DE TRAVAUX D'AMENAGEMENT OU DE DEMOLITION IMPOSES DANS L'AUTORISATION	ART.L.480-4 AL.4,AL.3,AL.2 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.3, AL.1, ART.L.480-7, ART.L.480-5 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
8315	RECIDIVE D'INFRACTION AUX DISPOSITIONS DU PLAN LOCAL D'URBANISME	ART.L.610-1 AL.1, ART.L.151-2, ART.L.151-8, ART.L.151-9-A-42, ART.L.152-1, ART.L.174-4 C.URBANISME.	ART.L.610-1 AL.1, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
8324	RECIDIVE D'INOBSERVATION, PAR LE BENEFICIAIRE D'UNE AUTORISATION ACCORDEE POUR UNE DUREE LIMITEE OU A TITRE PRECAIRE, DU DELAI IMPARTI POUR LE RETABLISSEMENT DES LIEUX OU LA REAFFECTATION DU SOL	ART.L.480-4 AL.5,AL.3 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.3, AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
8480	RECIDIVE DE COUPE OU ABATTAGE D'ARBRE IRREGULIER SOUMIS A DECLARATION PREALABLE - ESPACE BOISE CLASSE OU BOIS, FORET, PARC D'UNE COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT D'UN PLAN LOCAL D'URBANISME A ETE PRESCRIT	ART.L.610-1 2°, ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.L.113-1, ART.R.421-23 G) C.URBANISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
8483	RECIDIVE D'EXECUTION IRREGULIERE DE TRAVAUX MODIFIANT L'ETAT D'UN IMMEUBLE DANS LE PERIMETRE D'UN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE - DECLARATION PREALABLE	ART.L.313-1, ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-17 C), ART.R.421-17-1 A) C.URBANISME. ART.L.631-1 C.PATRIMOINE.	ART.L.313-11, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive

8659	RECIDIVE D'EDIFICATION IRREGULIERE DE CLOTURE SOUMISE A DECLARATION PREALABLE	ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-12 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
9154	RECIDIVE D'EXECUTION DE TRAVAUX NON AUTORISES PAR UN PERMIS DE CONSTRUIRE	ART.L.421-1, ART.R.421-1, ART.R.421-14 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
9488	RECIDIVE DE MISE A DISPOSITION HABITUELLE IRREGULIERE DES CAMPEURS OU D'AMENAGEMENT IRREGULIER DE TERRAINS NE NECESSITANT PAS DE PERMIS D'AMENAGER - DECLARATION PREALABLE	ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-23 C) C.URBANISME. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
9509	RECIDIVE DE CREATION OU AGRANDISSEMENT D'UN PARC RESIDENTIEL DE LOISIRS OU D'UN VILLAGE DE VACANCES CLASSE EN HEBERGEMENT LEGER SANS PERMIS D'AMENAGER	ART.L.443-1 AL.2, ART.L.421-2, ART.R.421-19 D) C.URBANISME. ART.D.333-3, ART.D.325-1, ART.D.325-3-3 C.TOURISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5,ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
22973	RECIDIVE D'EXECUTION IRREGULIERE DE TRAVAUX SOUMIS A DECLARATION PREALABLE	ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-9, ART.R.421-17, ART.R.421-17-1 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
23023	RECIDIVE D'EXECUTION DE TRAVAUX OU UTILISATION DU SOL EN MECONNAISSANCE DU REGLEMENT NATIONAL D'URBANISME	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-2, ART.L.101-3, ART.L.421-8, ART.L.421-6 C.URBANISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
23025	RECIDIVE D'EXECUTION DE TRAVAUX OU UTILISATION DU SOL INTERDITE DANS UNE COMMUNE SANS PLAN LOCAL D'URBANISME OU CARTE COMMUNALE	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-3, ART.L.111-4 C.URBANISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
23027	RECIDIVE DE DIVISION IRREGULIERE D'UNE PROPRIETE FONCIERE SOUMISE A DECLARATION PREALABLE	ART.L.610-1 1°, ART.L.115-3, ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-23 B) C.URBANISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
23036	RECIDIVE DE REALISATION IRREGULIERE D'AFFOUILLEMENT OU D'EXHAUSSEMENT DU SOL	ART.L.421-2, ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-19 K), ART.R.421-23 F), ART.R.421-20 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
23037	RECIDIVE DE REALISATION IRREGULIERE DE TRAVAUX MODIFIANT OU SUPPRIMANT UN ELEMENT PROTEGE POUR UN MOTIF D'ORDRE CULTUREL, HISTORIQUE, ARCHITECTURAL, ECOLOGIQUE, PATRIMONIAL OU PAYSAGER - DECLARATION PREALABLE	ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.L.151-19, ART.L.151-23, ART.L.111-22, ART.R.421-23 H), I) C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive

26465	RECIDIVE DE REMEMBREMENT REALISE PAR UNE ASSOCIATION FONCIERE URBAINE LIBRE AVEC REALISATION DE VOIE OU ESPACE COMMUN NON AUTORISE PAR UN PERMIS D'AMENAGER	ART.L.421-2, ART.R.421-19 B) C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
26473	RECIDIVE DE CONSTRUCTION NOUVELLE IRREGULIERE SOUMISE A DECLARATION PREALABLE DANS LE PERIMETRE D'UN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE	ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.L.313-1, ART.R.421-10, ART.R.421-11 C.URBANISME. ART.L.631-1 C.PATRIMOINE.	ART.L.313-11, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
26477	RECIDIVE D'EXECUTION IRREGULIERE DE TRAVAUX MODIFIANT L'AMENAGEMENT DES ESPACES NON BATIS AUTOUR D'UN BATIMENT DANS LE PERIMETRE D'UN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE - DECLARATION PREALABLE	ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.L.313-1, ART.R.421-24 C.URBANISME. ART.L.631-1 C.PATRIMOINE.	ART.L.313-11, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
26485	RECIDIVE DE DEMOLITION D'UNE CONSTRUCTION NON AUTORISEE PAR UN PERMIS DE DEMOLIR	ART.L.421-3, ART.R.421-26, ART.R.421-27, ART.R.421-28 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
33057	OBSTACLE AUX FONCTIONS D'UNE AUTORITE, D'UN FONCTIONNAIRE OU D'UN AGENT HABILITE A EXERCER DES MISSIONS DE CONTROLE ADMINISTRATIF DE LA CONFORMITE DES CONSTRUCTIONS, AMENAGEMENTS, INSTALLATIONS ET TRAVAUX	ART.L.480-12, ART.L.461-1, ART.L.461-2, ART.L.461-3 C.URBANISME.	ART.L.480-12 C.URBANISME.	6 mois d'emprisonnement + 7 500 € d'amende
33058	OBSTACLE AUX FONCTIONS D'UNE AUTORITE, D'UN FONCTIONNAIRE OU D'UN AGENT HABILITE A EXERCER DES MISSIONS DE RECHERCHE ET DE CONSTATATION DES INFRACTIONS PREVUES PAR LE CODE DE L'URBANISME	ART.L.480-12, ART.L.480-1, ART.L.480-17 C.URBANISME.	ART.L.480-12 C.URBANISME.	6 mois d'emprisonnement + 7 500 € d'amende

B. URBANISME — QUALIFICATIONS CONDITIONNELLES (37 NATINF)

À retenir uniquement si l'obligation constitutive et les faits poursuivis présentent un lien matériel direct avec une matière effectivement enseignée par le programme Urbanisme. La seule proximité sectorielle ou lexicale ne suffit pas ; les garde-fous propres à chaque code sont précisés dans le référentiel technique audité.

Garde-fous opérationnels – Urbanisme

R – Récidive : la récidive doit être juridiquement constituée ; la qualification de base doit elle-même conserver un lien matériel direct avec une matière du programme Urbanisme.

U1 – Contrôle / interruption : uniquement si le contrôle, l'interruption ou la mesure judiciaire ou administrative se rattache directement à des travaux, constructions, aménagements ou usages du sol relevant du programme.

U2 – Camping, caravanage et habitats mobiles : uniquement lorsque l'infraction porte matériellement sur l'implantation, l'aménagement, l'autorisation ou l'usage du sol ; les comportements étrangers à ces objets restent hors périmètre.

U3 – Patrimoine et secteurs protégés : uniquement lorsque les faits portent sur des travaux, constructions, modifications ou aménagements soumis à autorisation ou prescription ; la protection patrimoniale prise isolément ne suffit pas.

U4 – Espaces naturels et prévention des risques : uniquement lorsque la règle poursuivie conditionne directement une construction, un aménagement, une installation ou un usage du sol effectivement traité dans le programme.

U5 – Aménagements sectoriels : remontées mécaniques, pistes, golf, parcs, aires, voies ou équipements ne sont retenus que pour leur dimension d'autorisation, d'aménagement ou de conformité urbanistique.

U6 – Autres qualifications connexes : l'obligation constitutive doit se rattacher directement à la planification, à une autorisation, à une règle de fond, à la conformité ou à la remise en état enseignée ; la seule proximité sectorielle ne suffit pas.

I-B — URBANISME — QUALIFICATIONS CONDITIONNELLES — STAGE POUVANT ÊTRE PRONONCÉ DIRECTEMENT				
Code NATINF	**Libellé**	**Texte(s) de définition**	**Texte(s) de répression**	**Peine principale encourue / repère**
4582	POURSUITE DE TRAVAUX MALGRE UNE DECISION JUDICIAIRE OU UN ARRETE EN ORDONNANT L'INTERRUPTION *Garde-fou : U1*	ART.L.480-3 AL.1, ART.L.480-2, ART.L.480-4 AL.2 C.URBANISME.	ART.L.480-3 AL.1 C.URBANISME.	3 mois d'emprisonnement + 75 000 € d'amende
7776	OBSTACLE AU DROIT DE VISITE OU DE COMMUNICATION D'UN AGENT COMMISSIONNE PAR LE MINISTRE DE LA CULTURE POUR LE CONTROLE DES IMMEUBLES MONUMENTS HISTORIQUES, SITUES AUX ABORDS OU EN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE *Garde-fou : U1 / U3*	ART.L.641-1 §II 4° C.PATRIMOINE. ART.L.480-12, ART.L.461-1 C.URBANISME.	ART.L.641-1 §II C.PATRIMOINE. ART.L.480-12 C.URBANISME.	6 mois d'emprisonnement + 7 500 € d'amende
8481	RECIDIVE D'EXECUTION DE TRAVAUX OU UTILISATION DU SOL INTERDITE PAR ARRETE DANS UN ESPACE NATUREL SENSIBLE DEPARTEMENTAL *Garde-fou : R / U4*	ART.L.610-1 3°, ART.L.113-11, ART.L.113-12 C.URBANISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
9484	RECIDIVE D'INSTALLATION DE CARAVANE EN DEHORS DES TERRAINS AMENAGES MALGRE INTERDICTION ADMINISTRATIVE - PLAN LOCAL D'URBANISME OU ARRETE MUNICIPAL *Garde-fou : R / U2*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-25, ART.R.111-49, ART.R.111-34, ART.R.111-47 C.URBANISME. ART.R.365-2 C.ENVIR. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
9485	RECIDIVE D'INSTALLATION IRREGULIERE DE CARAVANE PENDANT PLUS DE TROIS MOIS PAR AN - DECLARATION PREALABLE *Garde-fou : R / U2*	ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-23 D), ART.R.111-47 C.URBANISME. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive

9487	RECIDIVE DE PRATIQUE DU CAMPING EN DEHORS DES TERRAINS AMENAGES MALGRE INTERDICTION ADMINISTRATIVE - PLAN LOCAL D'URBANISME OU ARRETE MUNICIPAL *Garde-fou : R / U2*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-2, ART.R.111-34 C.URBANISME. ART.R.365-2 C.ENVIR. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
9490	RECIDIVE DE CREATION OU AGRANDISSEMENT D'UN TERRAIN DE CAMPING PERMETTANT L'ACCUEIL DE PLUS DE VINGT PERSONNES OU DE PLUS DE SIX HEBERGEMENTS DE LOISIRS SANS PERMIS D'AMENAGER *Garde-fou : R / U2*	ART.L.443-1 AL.1, ART.L.421-2, ART.R.421-19 C), ART.R.111-47, ART.R.111-41, ART.R.111-37, ART.A.111-2 C.URBANISME. ART.L.331-1, ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
9493	RECIDIVE D'AMENAGEMENT D'UN TERRAIN DE CAMPING OU D'UN PARC RESIDENTIEL DE LOISIRS SANS RESPECTER LES PRESCRIPTIONS DU PERMIS *Garde-fou : R / U2*	ART.L.421-2, ART.R.443-1, ART.R.443-6, ART.R.111-35, ART.R.111-36 C.URBANISME. ART.D.331-5, ART.D.333-3 C.TOURISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
9496	RECIDIVE DE MAINTIEN DE TENTE OU DE CARAVANE DANS UN TERRAIN AMENAGE SAISONNIER EN DEHORS DE LA PERIODE D'EXPLOITATION FIXEE PAR LE PERMIS D'AMENAGER *Garde-fou : R / U2*	ART.L.421-2, ART.R.443-7, ART.R.111-47 C.URBANISME. ART.D.331-1-1, ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
9497	RECIDIVE DE CAMPING OU INSTALLATION DE CARAVANE SUR LE RIVAGE DE LA MER *Garde-fou : R / U2 / U4*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-25, ART.R.111-33 1°, ART.R.111-48 1°, ART.R.111-47 C.URBANISME. ART.R.365-2 C.ENVIR. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
9498	RECIDIVE DE CREATION D'UN TERRAIN DE CAMPING SUR LE RIVAGE DE LA MER *Garde-fou : R / U2 / U4*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-2, ART.R.111-33 1° C.URBANISME. ART.R.365-2 C.ENVIR. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
9499	RECIDIVE DE CAMPING OU INSTALLATION DE CARAVANE DANS LIEU PROTEGE - SITE INSCRIT, CLASSE,EN INSTANCE DE CLASSEMENT,PERIMETRE D'UN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE, ABORDS DES MONUMENTS HISTORIQUES *Garde-fou : R / U2 / U3*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-25, ART.R.111-33 1°,2°,3°, ART.R.111-48 1°, ART.R.111-47 C.URBANISME. ART.R.365-2 C.ENVIR. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
9500	RECIDIVE DE CREATION D'UN TERRAIN DE CAMPING DANS LIEU PROTEGE - SITE INSCRIT, CLASSE, EN INSTANCE DE CLASSEMENT, PERIMETRE D'UN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE, ABORDS DES MONUMENTS HISTORIQUES *Garde-fou : R / U2 / U3*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-2, ART.R.111-33 1°,2°,3° C.URBANISME. ART.R.365-2 C.ENVIR. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
9501	RECIDIVE DE CAMPING OU INSTALLATION DE CARAVANE A MOINS DE 200 METRES D'UN POINT D'EAU CAPTEE POUR LA CONSOMMATION *Garde-fou : R / U2 / U4*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-25, ART.R.111-33 4°, ART.R.111-48 1°, ART.R.111-47 C.URBANISME. ART.R.365-2 C.ENVIR. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
9502	RECIDIVE DE CREATION D'UN TERRAIN DE CAMPING A MOINS DE 200 METRES D'UN POINT D'EAU CAPTEE POUR LA CONSOMMATION *Garde-fou : R / U2 / U4*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-2, ART.R.111-33 4° C.URBANISME. ART.R.365-2 C.ENVIR. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive

9503	RECIDIVE D'INSTALLATION DE CARAVANE DANS UN ESPACE BOISE CLASSE *Garde-fou : R / U2 / U4*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-25, ART.R.111-48 2°, ART.R.111-47 C.URBANISME. ART.R.365-2 C.ENVIR. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
9505	RECIDIVE D'IMPLANTATION IRREGULIERE D'UNE HABITATION LEGERE DE LOISIRS EN DEHORS DES EMPLACEMENTS AUTORISES *Garde-fou : R / U2*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-25, ART.R.111-38, ART.R.111-40 AL.1, ART.R.111-37, ART.R.421-1, ART.R.421-9 A) C.URBANISME. ART.D.333-1 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
22983	RECIDIVE D'EXECUTION NON AUTORISEE DE TRAVAUX PORTANT SUR LA REALISATION DE REMONTEES MECANIQUES *Garde-fou : R / U5*	ART.L.472-1, ART.L.472-2, ART.R.472-6 C.URBANISME. ART.L.342-7, ART.L.342-16 C.TOURISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
22985	RECIDIVE D'AMENAGEMENT DE PISTE DE SKI ALPIN SANS AUTORISATION *Garde-fou : R / U5*	ART.L.473-1, ART.L.473-3, ART.R.473-3 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5,ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
23024	RECIDIVE D'EXECUTION DE TRAVAUX OU UTILISATION DU SOL EN MECONNAISSANCE DES DIRECTIVES TERRITORIALES D'AMENAGEMENT *Garde-fou : R / U6*	ART.L.610-1 1°, ART.L.131-1 1°, ART.L.172-1, ART.L.172-2 C.URBANISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
23026	RECIDIVE DE REALISATION, EN DEHORS DES ESPACES URBANISES, DE CONSTRUCTION OU D'INSTALLATION AU BORD D'UNE ROUTE A GRANDE CIRCULATION *Garde-fou : R / U6*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-6, ART.L.111-9 C.URBANISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
23034	RECIDIVE D'AMENAGEMENT DE PARC D'ATTRACTION OU D'AIRE DE JEUX ET DE SPORTS NON AUTORISE PAR UN PERMIS D'AMENAGER *Garde-fou : R / U5*	ART.L.421-2, ART.R.421-19 H), ART.R.421-20 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
23035	RECIDIVE DE REALISATION IRREGULIERE D'AIRE DE STATIONNEMENT, DE DEPOT DE VEHICULES OU DE GARAGE COLLECTIF DE CARAVANES OU DE RESIDENCES MOBILES DE LOISIRS *Garde-fou : R / U2 / U5*	ART.L.421-2, ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-19 J), ART.R.421-23 E), ART.R.421-20 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
25928	EXECUTION SANS AUTORISATION DE TRAVAUX, CONSTRUCTION OU INSTALLATION AU COEUR D'UN PARC NATIONAL *Garde-fou : U4*	ART.L.331-26 AL.1, ART.L.331-4, ART.L.331-6, ART.L.331-15, ART.L.331-14 §I, ART.R.331-18 C.ENVIR.	ART.L.331-26 AL.1, ART.L.331-28, ART.L.173-5, ART.L.173-7 C.ENVIR. ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	2 ans d'emprisonnement + 100 000 € d'amende (amende pouvant être portée au double de l'avantage tiré)
26467	RECIDIVE D'AMENAGEMENT D'UN TERRAIN POUR LA PRATIQUE DES SPORTS OU LOISIRS MOTORISES NON AUTORISE PAR UN PERMIS D'AMENAGER *Garde-fou : R / U5*	ART.L.421-2, ART.R.421-19 G) C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
26469	RECIDIVE D'AMENAGEMENT D'UN GOLF NON AUTORISE PAR UN PERMIS D'AMENAGER *Garde-fou : R / U5*	ART.L.421-2, ART.R.421-19 I), ART.R.421-20 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive

26471	RECIDIVE D'AMENAGEMENT IRREGULIER DANS UN ESPACE OU MILIEU A PRESERVER POUR LE MAINTIEN DES EQUILIBRES BIOLOGIQUES OU DANS UN INTERET ECOLOGIQUE *Garde-fou : R / U4*	ART.L.421-2, ART.R.421-22, ART.R.121-5 1°,2°,3°,4°, ART.R.121-4, ART.L.121-23, ART.L.121-24 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
26475	RECIDIVE DE CREATION OU MODIFICATION IRREGULIERE D'UN ESPACE PUBLIC OU D'UNE VOIE DANS LE PERIMETRE D'UN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE *Garde-fou : R / U3 / U5*	ART.L.421-2, ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.L.313-1, ART.R.421-20 AL.4, ART.R.421-21, ART.R.421-25 C.URBANISME. ART.L.631-1 C.PATRIMOINE.	ART.L.313-11, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
26479	RECIDIVE DE REAMENAGEMENT D'UN TERRAIN DE CAMPING OU D'UN PARC RESIDENTIEL DE LOISIRS VISANT A AUGMENTER DE PLUS DE 10% LE NOMBRE D'EMPLACEMENTS SANS PERMIS *Garde-fou : R / U2*	ART.L.421-2, ART.R.421-19 E) C.URBANISME. ART.D.331-5, ART.D.333-3 C.TOURISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
26481	RECIDIVE DE REALISATION DE TRAVAUX SUR UN TERRAIN DE CAMPING OU DANS UN PARC RESIDENTIEL DE LOISIRS AYANT POUR EFFET DE MODIFIER SUBSTANTIELLEMENT LA VEGETATION SANS PERMIS D'AMENAGER *Garde-fou : R / U2*	ART.L.421-2, ART.R.421-19 F) C.URBANISME. ART.D.331-5, ART.D.333-3 C.TOURISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
26483	RECIDIVE D'INSTALLATION D'UNE RESIDENCE MOBILE DE LOISIRS EN DEHORS DES EMPLACEMENTS AUTORISES *Garde-fou : R / U2*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-25, ART.R.111-42, ART.R.111-44, ART.R.111-41, ART.A.111-2 C.URBANISME. ART.D.333-7 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
26487	RECIDIVE D'EXECUTION DE TRAVAUX DANS UNE ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTE AVANT RECEPTION DE L'ETUDE PREALABLE DE SECURITE PUBLIQUE *Garde-fou : R / U5*	ART.L.610-1 4°, ART.L.114-1, ART.L.114-4, ART.R.114-1 C.URBANISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
26559	RECIDIVE D'AMENAGEMENT IRREGULIER DE TERRAIN PERMETTANT L'INSTALLATION DE RESIDENCES MOBILES CONSTITUANT L'HABITAT PERMANENT DES GENS DU VOYAGE *Garde-fou : R / U2*	ART.L.444-1, ART.L.421-2, ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-19 L), ART.R.421-23 K) C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Même amende que la forme de base (1 200 € à 6 000 €/m², ou jusqu'à 300 000 €) + 6 mois d'emprisonnement possibles en récidive
29041	POURSUITE DE TRAVAUX MALGRE UNE DECISION DE SUSPENSION OU DE SURSIS A EXECUTION DE L'AUTORISATION D'URBANISME PRONONCEE PAR UNE JURIDICTION ADMINISTRATIVE *Garde-fou : U1*	ART.L.480-3 AL.2, ART.L.480-4 AL.2 C.URBANISME.	ART.L.480-3 C.URBANISME.	3 mois d'emprisonnement + 75 000 € d'amende
29645	EXECUTION SANS AUTORISATION DE TRAVAUX, CONSTRUCTION OU INSTALLATION DANS UN ESPACE AYANT VOCATION A FIGURER DANS LE COEUR D'UN PARC NATIONAL *Garde-fou : U4*	ART.L.331-26 AL.1, ART.L.331-6, ART.L.331-1 C.ENVIR.	ART.L.331-26 AL.1, ART.L.331-28, ART.L.173-5, ART.L.173-7 C.ENVIR. ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	2 ans d'emprisonnement + 100 000 € d'amende (amende pouvant être portée au double de l'avantage tiré)
29678	INSTALLATION DE RESEAU ELECTRIQUE OU TELEPHONIQUE AERIEN DANS LE COEUR D'UN PARC NATIONAL *Garde-fou : U4*	ART.L.331-26 AL.1, ART.L.331-5, ART.L.331-1 C.ENVIR.	ART.L.331-26 AL.1, ART.L.331-28, ART.L.173-5, ART.L.173-7 C.ENVIR. ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	2 ans d'emprisonnement + 100 000 € d'amende (amende pouvant être portée au double de l'avantage tiré)

29679	EXECUTION SANS AUTORISATION DE TRAVAUX OU INSTALLATION DANS LES ESPACES MARITIMES COMPRIS DANS LE COEUR D'UN PARC NATIONAL *Garde-fou : U4*	ART.L.331-26 AL.1, ART.L.331-14 §I, ART.L.331-1 C.ENVIR.	ART.L.331-26 AL.1, ART.L.331-28, ART.L.173-5, ART.L.173-7 C.ENVIR. ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	2 ans d'emprisonnement + 100 000 € d'amende (amende pouvant être portée au double de l'avantage tiré)

C. HABITAT INDIGNE — NOYAU PRINCIPAL (39 NATINF)

Qualifications directement rattachées aux matières centrales du programme Habitat Indigne.

I-C — HABITAT INDIGNE — NOYAU PRINCIPAL — STAGE POUVANT ÊTRE PRONONCÉ DIRECTEMENT				
Code NATINF	**Libellé**	**Texte(s) de définition**	**Texte(s) de répression**	**Peine principale encourue / repère**
3619	NON RESPECT DE MAUVAISE FOI D'UNE INTERDICTION D'HABITER, D'UTILISER OU D'ACCEDER A UN LOCAL FAISANT L'OBJET D'UN ARRETE DE TRAITEMENT DE L'INSALUBRITE	ART.L.511-22 §III 2°, ART.L.511-10, ART.L.511-11, ART.L.511-16, ART.L.511-18 AL.3, ART.L.511-19 C.CONSTRUCT. ART.L.1331-22, ART.L.1331-23, ART.L.1331-24, ART.L.1334-2 C.SANTE.PUB.	ART.L.511-22 §III AL.1, §IV C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	3 ans d'emprisonnement + 100 000 € d'amende
11703	SOUMISSION D'UNE PERSONNE VULNERABLE OU DEPENDANTE A DES CONDITIONS D'HEBERGEMENT INDIGNES	ART.225-14, ART.225-15-1 C.PENAL.	ART.225-14, ART.225-19, ART.225-26, ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	7 ans d'emprisonnement + 200 000 € d'amende
11706	SOUMISSION DE PLUSIEURS PERSONNES VULNERABLES OU DEPENDANTES A DES CONDITIONS D'HEBERGEMENT INDIGNES	ART.225-14, ART.225-15 §I AL.1 2°, ART.225-15-1 C.PENAL.	ART.225-15 §I 2°, ART.225-19, ART.225-26, ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	10 ans d'emprisonnement + 300 000 € d'amende
22994	DESTRUCTION, DEGRADATION OU DETERIORATION DE LOCAL FAISANT L'OBJET D'UN ARRETE DE TRAITEMENT DE L'INSALUBRITE DANS LE BUT D'EN FAIRE PARTIR LES OCCUPANTS	ART.L.511-22 §III 1°, ART.L.511-10, ART.L.511-11, ART.L.511-2 C.CONSTRUCT. ART.L.1331-22, ART.L.1331-23, ART.L.1331-24, ART.L.1334-2 C.SANTE.PUB.	ART.L.511-22 §III AL.1, §IV C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	3 ans d'emprisonnement + 100 000 € d'amende
23787	SOUMISSION D'UN MINEUR A DES CONDITIONS D'HEBERGEMENT INDIGNES	ART.225-14, ART.225-15 §II AL.1 2° C.PENAL.	ART.225-15 §II 2°, ART.225-19, ART.225-26, ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	10 ans d'emprisonnement + 300 000 € d'amende
25621	DESTRUCTION, DEGRADATION OU DETERIORATION DE LOCAL FAISANT L'OBJET D'UN ARRETE DE MISE EN SECURITE DANS LE BUT D'EN FAIRE PARTIR LES OCCUPANTS	ART.L.511-22 §III 1°, ART.L.511-10, ART.L.511-11 C.CONSTRUCT.	ART.L.511-22 §III AL.1, §IV C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	3 ans d'emprisonnement + 100 000 € d'amende
25871	MENACE OU ACTE D'INTIMIDATION EN VUE DE CONTRAINDRE L'OCCUPANT D'UN LOCAL INSALUBRE OU EN SITUATION D'INSECURITE A RENONCER A SON DROIT AU RELOGEMENT OU A UN HEBERGEMENT DECENT	ART.L.521-4 §I AL.2, ART.L.521-1, ART.L.521-3-1 C.CONSTRUCT.	ART.L.521-4 §I AL.1, §II C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	3 ans d'emprisonnement + 100 000 € d'amende
25872	DETERIORATION D'UN LOCAL LE RENDANT IMPROPRE A L'HABITATION POUR FAIRE RENONCER L'OCCUPANT A SON DROIT AU RELOGEMENT OU A UN HEBERGEMENT DECENT	ART.L.521-4 §I AL.2, ART.L.521-1, ART.L.521-3-1 C.CONSTRUCT.	ART.L.521-4 §I AL.1, §II C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	3 ans d'emprisonnement + 100 000 € d'amende
25873	PERCEPTION DE SOMME OU LOYER POUR L'OCCUPATION D'UN LOCAL AYANT FAIT L'OBJET D'UN ARRETE DE CESSATION DE LA SITUATION D'INSECURITE, DE MISE EN SECURITE OU DE TRAITEMENT DE L'INSALUBRITE	ART.L.521-4 §I AL.3, ART.L.521-1 AL.1, ART.L.521-2 §I C.CONSTRUCT.	ART.L.521-4 §I AL.1, §II C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	3 ans d'emprisonnement + 100 000 € d'amende
25874	REFUS DE RELOGER OU D'HEBERGER L'OCCUPANT D'UN LOCAL INSALUBRE OU EN SITUATION D'INSECURITE	ART.L.521-4 §I AL.4, ART.L.521-1, ART.L.521-3-1, ART.L.511-18 AL.1 C.CONSTRUCT.	ART.L.521-4 §I AL.1, §II C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	3 ans d'emprisonnement + 100 000 € d'amende
25875	REFUS DELIBERE, SANS MOTIF LEGITIME, D'EXECUTER LES TRAVAUX OU MESURES PRESCRITS DANS LE CADRE D'UN ARRETE DE MISE EN SECURITE	ART.L.511-22 §I, ART.L.511-10, ART.L.511-11, ART.L.511-16, ART.L.511-18 AL.3, ART.L.511-19, ART.L.511-2 1°, 2°,3° C.CONSTRUCT.	ART.L.511-22 §I, §IV C.CONSTRUCT.	1 an d'emprisonnement + 50 000 € d'amende

25876	NON RESPECT DE MAUVAISE FOI D'UNE INTERDICTION D'HABITER, D'UTILISER OU D'ACCEDER A UN LOCAL FAISANT L'OBJET D'UN ARRETE DE MISE EN SECURITE	ART.L.511-22 §III 2°, ART.L.511-10, ART.L.511-11, ART.L.511-16, ART.L.511-18 AL.3, ART.L.511-19 C.CONSTRUCT.	ART.L.511-22 §III AL.1, §IV C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	3 ans d'emprisonnement + 100 000 € d'amende
26537	REFUS DELIBERE, SANS MOTIF LEGITIME, D'EXECUTER LES TRAVAUX OU MESURES PRESCRITS DANS LE CADRE D'UN ARRETE DE TRAITEMENT DE L'INSALUBRITE	ART.L.511-22 §I, ART.L.511-10, ART.L.511-11, ART.L.511-16, ART.L.511-18 AL.3, ART.L.511-19, ART.L.511-2 4° C.CONSTRUCT. ART.L.1331-22, ART.L.1331-23, ART.L.1331-24, ART.L.1334-2 C.SANTE.PUB.	ART.L.511-22 §I, §IV C.CONSTRUCT.	1 an d'emprisonnement + 50 000 € d'amende
26538	MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL AUX FINS D'HABITATION DANS DES CONDITIONS DE SUR-OCCUPATION MALGRE MISE EN DEMEURE	ART.L.511-22 §II, ART.L.511-2 C.CONSTRUCT. ART.L.1331-23, ART.L.1331-24, ART.R.1331-37 C.SANTE.PUB.	ART.L.511-22 §II, §IV C.CONSTRUCT.	2 ans d'emprisonnement + 75 000 € d'amende
27550	REFUS DELIBERE, SANS MOTIF LEGITIME ET MALGRE MISE EN DEMEURE, D'EXECUTER SUR UN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT LES TRAVAUX PRESCRITS POUR DES RAISONS D'INSECURITE - ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC	ART.L.184-4, ART.L.184-1, ART.R.143-2 C.CONSTRUCT.	ART.L.184-4, ART.L.184-7 C.CONSTRUCT.	1 an d'emprisonnement + 50 000 € d'amende
27551	LOCATION DE LOCAL D'HEBERGEMENT OU CHAMBRE DANS DES CONDITIONS DE SUROCCUPATION MANIFESTE - ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC	ART.L.184-5, ART.R.143-2 C.CONSTRUCT.	ART.L.184-5, ART.L.185-7 C.CONSTRUCT.	2 ans d'emprisonnement + 75 000 € d'amende
27552	DESTRUCTION, DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN LOCAL D'HEBERGEMENT FAISANT L'OBJET D'UN ARRETE DE CESSATION DE SA SITUATION D'INSECURITE POUR EN FAIRE PARTIR LES OCCUPANTS - ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC	ART.L.184-6 AL.1 1°, ART.L.184-1, ART.R.143-2 C.CONSTRUCT.	ART.L.184-6 AL.1, ART.L.184-7 C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	3 ans d'emprisonnement + 100 000 € d'amende
27553	HABITATION OU UTILISATION DE MAUVAISE FOI D'UN LOCAL D'HEBERGEMENT MALGRE INTERDICTION ADMINISTRATIVE D'HABITER OU D'UTILISER LES LIEUX POUR RAISONS D'INSECURITE - ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC	ART.L.184-6 AL.1 2°, ART.L.184-1, ART.R.143-2 C.CONSTRUCT.	ART.L.184-6 AL.1, ART.L.184-7 C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	3 ans d'emprisonnement + 100 000 € d'amende
34039	MISE A DISPOSITION, EN VENTE OU EN LOCATION DE LOCAL DESTINE A L'HABITATION PROVENANT D'UNE DIVISION INTERDITE D'UN IMMEUBLE DE GRANDE HAUTEUR SUITE AU CONTROLE DE LA COMMISSION DE SECURITE	ART.L.183-15 AL.1, ART.L.126-22, ART.L.126-21 C.CONSTRUCT.	ART.L.183-15 AL.1, AL.2 C.CONSTRUCT.	2 ans d'emprisonnement + 75 000 € d'amende
34040	MISE A DISPOSITION, EN VENTE OU EN LOCATION DE LOCAL DESTINE A L'HABITATION PROVENANT D'UNE DIVISION INTERDITE D'IMMEUBLE PAR APPARTEMENTS	ART.L.183-15 AL.1, ART.L.126-22, ART.L.126-17 C.CONSTRUCT.	ART.L.183-15 AL.1, AL.2 C.CONSTRUCT.	2 ans d'emprisonnement + 75 000 € d'amende
35348	REFUS DELIBERE, SANS MOTIF LEGITIME, D'EXECUTER LES TRAVAUX OU MESURES PRESCRITS DANS LE CADRE D'UN ARRETE DE MISE EN SECURITE - LOCAL OCCUPE PAR UNE PERSONNE VULNERABLE	ART.L.511-22 §I AL.2, AL.1, ART.L.511-10, ART.L.511-11, ART.L.511-16, ART.L.511-18 AL.3, ART.L.511-19, ART.L.511-2 1°, 2°,3° C.CONSTRUCT.	ART.L.511-22 §I AL.2, §IV C.CONSTRUCT.	2 ans d'emprisonnement + 75 000 € d'amende
35349	REFUS DELIBERE, SANS MOTIF LEGITIME, D'EXECUTER LES TRAVAUX OU MESURES PRESCRITS DANS LE CADRE D'UN ARRETE DE TRAITEMENT DE L'INSALUBRITE - LOCAL OCCUPE PAR UNE PERSONNE VULNERABLE	ART.L.511-22 §I AL.2, AL.1, ART.L.511-10, ART.L.511-11, ART.L.511-16, ART.L.511-18 AL.3, ART.L.511-19, ART.L.511-2 4° C.CONSTRUCT. ART.L.1331-22, ART.L.1331-23, ART.L.1331-24, ART.L.1334-2 C.SANTE.PUB.	ART.L.511-22 §I AL.2, §IV C.CONSTRUCT.	2 ans d'emprisonnement + 75 000 € d'amende
35352	MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL AUX FINS D'HABITATION DANS DES CONDITIONS DE SUR-OCCUPATION MALGRE MISE EN DEMEURE - LOCAL OCCUPE PAR UNE PERSONNE VULNERABLE	ART.L.511-22 §II AL.2, AL.1, ART.L.511-2 C.CONSTRUCT. ART.L.1331-23, ART.L.1331-24, ART.R.1331-37 C.SANTE.PUB.	ART.L.511-22 §II AL.2, §IV C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	3 ans d'emprisonnement + 100 000 € d'amende
35354	DESTRUCTION, DEGRADATION OU DETERIORATION DE LOCAL FAISANT L'OBJET D'UN ARRETE DE MISE EN SECURITE DANS LE BUT D'EN FAIRE PARTIR LA PERSONNE VULNERABLE L'OCCUPANT	ART.L.511-22 §III AL.4, 1°, ART.L.511-10, ART.L.511-11 C.CONSTRUCT.	ART.L.511-22 §III AL.4, §IV C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	5 ans d'emprisonnement + 150 000 € d'amende
35355	DESTRUCTION, DEGRADATION OU DETERIORATION DE LOCAL FAISANT L'OBJET D'UN ARRETE DE TRAITEMENT DE L'INSALUBRITE DANS LE BUT D'EN FAIRE PARTIR LA PERSONNE VULNERABLE L'OCCUPANT	ART.L.511-22 §III AL.4, 1°, ART.L.511-10, ART.L.511-11, ART.L.511-2 C.CONSTRUCT. ART.L.1331-22, ART.L.1331-23, ART.L.1331-24, ART.L.1334-2 C.SANTE.PUB.	ART.L.511-22 §III AL.4, §IV C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	5 ans d'emprisonnement + 150 000 € d'amende

35358	NON RESPECT DE MAUVAISE FOI D'UNE INTERDICTION D'HABITER, D'UTILISER OU D'ACCEDER A UN LOCAL FAISANT L'OBJET D'UN ARRETE DE MISE EN SECURITE OCCUPE PAR UNE PERSONNE VULNERABLE	ART.L.511-22 §III AL.4, 2°, ART.L.511-10, ART.L.511-11, ART.L.511-16, ART.L.511-18 AL.3, ART.L.511-19 C.CONSTRUCT.	ART.L.511-22 §III AL.4, §IV C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	5 ans d'emprisonnement + 150 000 € d'amende
35359	NON RESPECT DE MAUVAISE FOI D'UNE INTERDICTION D'HABITER, D'UTILISER OU D'ACCEDER A UN LOCAL FAISANT L'OBJET D'UN ARRETE DE TRAITEMENT DE L'INSALUBRITE OCCUPE PAR UNE PERSONNE VULNERABLE	ART.L.511-22 §III AL.4, 2°, ART.L.511-10, ART.L.511-11, ART.L.511-16, ART.L.511-18 AL.3, ART.L.511-19 C.CONSTRUCT. ART.L.1331-22, ART.L.1331-23, ART.L.1331-24, ART.L.1334-2 C.SANTE.PUB.	ART.L.511-22 §III AL.4, §IV C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	5 ans d'emprisonnement + 150 000 € d'amende
35362	MENACE OU ACTE D'INTIMIDATION EN VUE DE CONTRAINDRE UNE PERSONNE VULNERABLE OCCUPANT UN LOCAL INSALUBRE OU EN SITUATION D'INSECURITE A RENONCER A SON DROIT AU RELOGEMENT OU A UN HEBERGEMENT DECENT	ART.L.521-4 §I AL.5, AL.2, ART.L.521-1, ART.L.521-3-1 C.CONSTRUCT.	ART.L.521-4 §I AL.5, §II C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	5 ans d'emprisonnement + 150 000 € d'amende
35363	DETERIORATION D'UN LOCAL LE RENDANT IMPROPRE A L'HABITATION POUR FAIRE RENONCER LA PERSONNE VULNERABLE L'OCCUPANT A SON DROIT AU RELOGEMENT OU A UN HEBERGEMENT DECENT	ART.L.521-4 §I AL.5, AL.2, ART.L.521-1, ART.L.521-3-1 C.CONSTRUCT.	ART.L.521-4 §I AL.5, §II C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	5 ans d'emprisonnement + 150 000 € d'amende
35366	PERCEPTION DE SOMME OU LOYER POUR L'OCCUPATION PAR UNE PERSONNE VULNERABLE DE LOCAL AYANT FAIT L'OBJET D'ARRETE DE CESSATION DE LA SITUATION D'INSECURITE, DE MISE EN SECURITE OU DE TRAITEMENT DE L'INSALUBRITE	ART.L.521-4 §I AL.5, AL.3, ART.L.521-1 AL.1, ART.L.521-2 §I C.CONSTRUCT.	ART.L.521-4 §I AL.5, §II C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	5 ans d'emprisonnement + 150 000 € d'amende
35368	REFUS DE RELOGER OU D'HEBERGER LA PERSONNE VULNERABLE OCCUPANT UN LOCAL INSALUBRE OU EN SITUATION D'INSECURITE	ART.L.521-4 §I AL.5, AL.4, ART.L.521-1, ART.L.521-3-1, ART.L.511-18 AL.1 C.CONSTRUCT.	ART.L.521-4 §I AL.5, §II C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	5 ans d'emprisonnement + 150 000 € d'amende
35604	POURSUITE DE MAUVAISE FOI DE LA MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL OU D'UNE INSTALLATION A DES FINS D'HABITATION MALGRE UN ARRETE DE MISE EN SECURITE	ART.L.511-22 §III 2°, ART.L.511-10, ART.L.511-11, ART.L.511-18, ART.L.511-19 C.CONSTRUCT.	ART.L.511-22 §III AL.1, §IV C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	3 ans d'emprisonnement + 100 000 € d'amende
35605	POURSUITE DE MAUVAISE FOI DE LA MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL OU D'UNE INSTALLATION A DES FINS D'HABITATION MALGRE UN ARRETE DE TRAITEMENT DE L'INSALUBRITE	ART.L.511-22 §III 2°, ART.L.511-10, ART.L.511-11, ART.L.511-18, ART.L.511-19 C.CONSTRUCT. ART.L.1331-22, ART.L.1331-23, ART.L.1331-24, ART.L.1334-2 C.SANTE.PUB.	ART.L.511-22 §III AL.1, §IV C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	3 ans d'emprisonnement + 100 000 € d'amende
35606	DESTRUCTION, DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN LOCAL FAISANT L'OBJET D'UNE PROCEDURE CONTRADICTOIRE PREALABLE A UN ARRETE DE TRAITEMENT DE L'INSALUBRITE DANS LE BUT D'EN FAIRE PARTIR LES OCCUPANTS	ART.L.511-22 §III 1°, ART.L.511-10 C.CONSTRUCT. ART.L.1331-22, ART.L.1331-23, ART.L.1331-24, ART.L.1334-2 C.SANTE.PUB.	ART.L.511-22 §III AL.1, §IV C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	3 ans d'emprisonnement + 100 000 € d'amende
35607	DESTRUCTION, DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN LOCAL FAISANT L'OBJET D'UNE PROCEDURE CONTRADICTOIRE PREALABLE A UN ARRETE DE TRAITEMENT DE L'INSALUBRITE POUR EN FAIRE PARTIR LA PERSONNE VULNERABLE L'OCCUPANT	ART.L.511-22 §III AL.4, 1°, ART.L.511-10 C.CONSTRUCT. ART.L.1331-22, ART.L.1331-23, ART.L.1331-24, ART.L.1334-2 C.SANTE.PUB.	ART.L.511-22 §III AL.4, §IV C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	5 ans d'emprisonnement + 150 000 € d'amende
35608	DESTRUCTION, DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN LOCAL FAISANT L'OBJET D'UNE PROCEDURE CONTRADICTOIRE PREALABLE A UN ARRETE DE MISE EN SECURITE DANS LE BUT D'EN FAIRE PARTIR LES OCCUPANTS	ART.L.511-22 §III 1°, ART.L.511-10 C.CONSTRUCT.	ART.L.511-22 §III AL.1, §IV C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	3 ans d'emprisonnement + 100 000 € d'amende
35609	DESTRUCTION, DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN LOCAL FAISANT L'OBJET D'UNE PROCEDURE CONTRADICTOIRE PREALABLE A UN ARRETE DE MISE EN SECURITE POUR EN FAIRE PARTIR LA PERSONNE VULNERABLE L'OCCUPANT	ART.L.511-22 §III AL.4, 1°, ART.L.511-10 C.CONSTRUCT.	ART.L.511-22 §III AL.4, §IV C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	5 ans d'emprisonnement + 150 000 € d'amende
35610	POURSUITE DE MAUVAISE FOI DE LA MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL OU D'UNE INSTALLATION A DES FINS D'HABITATION A UNE PERSONNE VULNERABLE MALGRE UN ARRETE DE MISE EN SECURITE	ART.L.511-22 §III AL.4, 2°, ART.L.511-10, ART.L.511-11, ART.L.511-18, ART.L.511-19 C.CONSTRUCT.	ART.L.511-22 §III AL.4, §IV C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	5 ans d'emprisonnement + 150 000 € d'amende

35611	POURSUITE DE MAUVAISE FOI DE LA MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL OU D'UNE INSTALLATION A DES FINS D'HABITATION A UNE PERSONNE VULNERABLE MALGRE UN ARRETE DE TRAITEMENT DE L'INSALUBRITE	ART.L.511-22 §III AL.4, 2°, ART.L.511-10, ART.L.511-11, ART.L.511-18, ART.L.511-19 C.CONSTRUCT. ART.L.1331-22, ART.L.1331-23, ART.L.1331-24, ART.L.1334-2 C.SANTE.PUB.	ART.L.511-22 §III AL.4, §IV C.CONSTRUCT. ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	5 ans d'emprisonnement + 150 000 € d'amende

D. HABITAT INDIGNE — QUALIFICATIONS CONDITIONNELLES (6 NATINF)

À retenir uniquement si l'obligation constitutive et les faits poursuivis présentent un lien matériel direct avec une matière effectivement enseignée par le programme Habitat Indigne. La seule proximité sectorielle ou lexicale ne suffit pas ; les garde-fous propres à chaque code sont précisés dans le référentiel technique audité.

Garde-fous opérationnels – Habitat indigne

H1 – Mise en danger : tous les éléments propres de la qualification doivent être réunis ; l'existence d'un logement dégradé ou dangereux ne suffit pas à elle seule.
H2 – Conformité technique du bâtiment : uniquement si le bâtiment ou le local est destiné à l'habitation et si l'obligation poursuivie se rattache directement à la santé, à la sécurité ou à la salubrité traitée par le programme.
H3 – Mesures et protection des occupants : uniquement si la mesure judiciaire ou administrative, les travaux ou les agissements poursuivis concernent directement l'habitation, la sécurité, la salubrité, la dignité ou les droits des occupants.
H4 – Lien matériel avec l'habitat indigne : le local doit être utilisé ou destiné à l'habitation et les faits doivent mettre directement en cause la dignité, la santé, la sécurité, la salubrité ou la protection des occupants ; un simple litige immobilier ne suffit pas.
H5 – Contrôle : l'obstacle ou le refus n'est retenu que si la mission de contrôle concerne directement une matière du programme Habitat indigne.

I-D — HABITAT INDIGNE — QUALIFICATIONS CONDITIONNELLES — STAGE POUVANT ÊTRE PRONONCÉ DIRECTEMENT

Code NATINF	Libellé	Texte(s) de définition	Texte(s) de répression	Peine principale encourue / repère
12312	MISE EN DANGER D'AUTRUI (RISQUE IMMEDIAT DE MORT OU D'INFIRMITE) PAR VIOLATION MANIFESTEMENT DELIBEREE D'UNE OBLIGATION REGLEMENTAIRE DE SECURITE OU DE PRUDENCE *Garde-fou : H1*	ART.223-1 C.PENAL.	ART.223-1, ART.223-18, ART.223-20 C.PENAL.	1 an d'emprisonnement + 15 000 € d'amende
23837	MISE A DISPOSITION LUCRATIVE, POUR L'HABITATION, DE BIEN IMMOBILIER APPARTENANT A AUTRUI SANS SON AUTORISATION *Garde-fou : H4*	ART.313-6-1 C.PENAL.	ART.313-6-1, ART.313-7, ART.313-8, ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	3 ans d'emprisonnement + 45 000 € d'amende
27350	EXECUTION DE TRAVAUX ABUSIFS ET VEXATOIRES SUR UN IMMEUBLE D'HABITATION MALGRE DECISION D'INTERDICTION OU D'INTERRUPTION *Garde-fou : H3*	ART.L.183-16 AL.2, AL.1 C.CONSTRUCT.	ART.L.183-16 AL.2,AL.3 C.CONSTRUCT.	2 ans d'emprisonnement + 4 500 € d'amende
30300	MANOEUVRE, MENACE, VOIE DE FAIT OU CONTRAINTE POUR FORCER UNE PERSONNE A QUITTER SON LIEU D'HABITATION *Garde-fou : H3*	ART.226-4-2 C.PENAL.	ART.226-4-2, ART.226-31, ART.131-30 AL.1 C.PENAL.	3 ans d'emprisonnement + 30 000 € d'amende
30312	ACHAT D'UN BIEN IMMOBILIER OU D'UN FONDS DE COMMERCE D'UN ETABLISSEMENT A USAGE D'HEBERGEMENT MALGRE INTERDICTION JUDICIAIRE *Garde-fou : H3*	ART.434-41 AL.1 C.PENAL.	ART.434-41 AL.1, ART.434-44 AL.1,AL.4 C.PENAL.	2 ans d'emprisonnement + 30 000 € d'amende
33059	OBSTACLE AUX FONCTIONS D'UNE AUTORITE, D'UN FONCTIONNAIRE OU D'UN AGENT HABILITE A EXERCER DES MISSIONS DE RECHERCHE ET DE CONSTATATION DES INFRACTIONS PREVUES PAR LE CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION *Garde-fou : H5*	ART.L.183-11, ART.L.183-1, ART.L.181-1 C.CONSTRUCT.	ART.L.183-11 C.CONSTRUCT.	6 mois d'emprisonnement + 7 500 € d'amende

II. STAGE POUVANT ÊTRE IMPOSÉ DANS LE CADRE D'UN AJOURNEMENT AVEC PROBATION — 86 NATINF

Dans le cadre d'un ajournement avec probation, l'article 132-64 du Code pénal rend applicables les dispositions relatives au régime de probation et l'article 132-45, 15° permet d'imposer l'accomplissement d'un stage prévu à l'article 131-5-1. Les qualifications de cette partie sont punies d'amende seulement dans leur forme auditée ; le stage peut être imposé dans ce cadre lorsque les conditions légales de l'ajournement avec probation sont réunies et sous l'appréciation de l'autorité judiciaire.

E. URBANISME — NOYAU PRINCIPAL (25 NATINF)

Qualifications directement rattachées aux matières centrales du programme Urbanisme, conservées dans ce cadre en raison de la peine d'amende attachée à la forme auditée.

II-E — URBANISME — NOYAU PRINCIPAL — AJOURNEMENT AVEC PROBATION				
Code NATINF	**Libellé**	**Texte(s) de définition**	**Texte(s) de répression**	**Peine principale encourue / repère**
341	EXECUTION DE TRAVAUX NON AUTORISES PAR UN PERMIS DE CONSTRUIRE	ART.L.421-1, ART.R.421-1, ART.R.421-14 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
4228	EDIFICATION IRREGULIERE DE CLOTURE SOUMISE A DECLARATION PREALABLE	ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-12 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
4400	COUPE OU ABATTAGE D'ARBRE IRREGULIER SOUMIS A DECLARATION PREALABLE - ESPACE BOISE CLASSE OU BOIS, FORET, PARC D'UNE COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT D'UN PLAN LOCAL D'URBANISME A ETE PRESCRIT	ART.L.610-1 2°, ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.L.113-1, ART.R.421-23 G) C.URBANISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
4403	EXECUTION IRREGULIERE DE TRAVAUX MODIFIANT L'ETAT D'UN IMMEUBLE DANS LE PERIMETRE D'UN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE - DECLARATION PREALABLE	ART.L.313-1, ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-17 C), ART.R.421-17-1 A) C.URBANISME. ART.L.631-1 C.PATRIMOINE.	ART.L.313-11, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
4570	INEXECUTION, DANS LES DELAIS PRESCRITS, DE TRAVAUX D'AMENAGEMENT OU DE DEMOLITION IMPOSES DANS L'AUTORISATION	ART.L.480-4 AL.4,AL.3,AL.2 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.3, AL.1, ART.L.480-7, ART.L.480-5 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
4572	INFRACTION AUX DISPOSITIONS DU PLAN LOCAL D'URBANISME	ART.L.610-1 AL.1, ART.L.151-2, ART.L.151-8, ART.L.151-9-A-42, ART.L.152-1, ART.L.174-4 C.URBANISME.	ART.L.610-1 AL.1, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)

4576	INOBSERVATION, PAR LE BENEFICIAIRE D'UNE AUTORISATION ACCORDEE POUR UNE DUREE LIMITEE OU A TITRE PRECAIRE, DU DELAI IMPARTI POUR LE RETABLISSEMENT DES LIEUX OU LA REAFFECTATION DU SOL	ART.L.480-4 AL.5,AL.3 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.3, AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
4627	INEXECUTION DANS LES DELAIS PRESCRITS DES TRAVAUX ACCESSOIRES IMPOSES	ART.L.183-4 1°, ART.L.183-4 AL.1 C.CONSTRUCT.	ART.L.183-4 AL.1, AL.6, ART.L.183-6,ART.L.183-8 C.CONSTRUCT.	45 000 € d'amende (sans emprisonnement sur la forme auditée)
4628	NON RESPECT DES DELAIS PRESCRITS POUR RETABLIR LES LIEUX DANS LEUR ETAT ANTERIEUR	ART.L.183-4 2°, ART.L.183-4 AL.1 C.CONSTRUCT.	ART.L.183-4 AL.1, AL.6, ART.L.183-6, ART.L.183-8 C.CONSTRUCT.	45 000 € d'amende (sans emprisonnement sur la forme auditée)
5969	EXECUTION IRREGULIERE DE TRAVAUX SOUMIS A DECLARATION PREALABLE	ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-9, ART.R.421-17, ART.R.421-17-1 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
6816	MISE A DISPOSITION HABITUELLE IRREGULIERE DES CAMPEURS OU AMENAGEMENT IRREGULIER DE TERRAINS NE NECESSITANT PAS DE PERMIS D'AMENAGER - DECLARATION PREALABLE	ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-23 C) C.URBANISME. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
6838	CREATION OU AGRANDISSEMENT D'UN PARC RESIDENTIEL DE LOISIRS OU D'UN VILLAGE DE VACANCES CLASSE EN HEBERGEMENT LEGER SANS PERMIS D'AMENAGER	ART.L.443-1 AL.2, ART.L.421-2, ART.R.421-19 D) C.URBANISME. ART.D.333-3, ART.D.325-1, ART.D.325-3-3 C.TOURISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
21910	DEMOLITION D'UNE CONSTRUCTION NON AUTORISEE PAR UN PERMIS DE DEMOLIR	ART.L.421-3, ART.R.421-26, ART.R.421-27, ART.R.421-28 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
21968	VENTE ILLICITE DE TERRAIN COMPRIS DANS UN LOTISSEMENT	ART.L.480-4-1 AL.1, ART.L.442-3, ART.L.442-1, ART.R.421-19 A), ART.R.421-23 A) C.URBANISME.	ART.L.480-4-1 AL.1 C.URBANISME.	15 000 € d'amende (sans emprisonnement)
21969	LOCATION ILLICITE DE TERRAIN COMPRIS DANS UN LOTISSEMENT	ART.L.480-4-1 AL.1, ART.L.442-3, ART.L.442-1, ART.R.421-19 A), ART.R.421-23 A) C.URBANISME.	ART.L.480-4-1 AL.1 C.URBANISME.	15 000 € d'amende (sans emprisonnement)
23018	EXECUTION DE TRAVAUX OU UTILISATION DU SOL EN MECONNAISSANCE DU REGLEMENT NATIONAL D'URBANISME	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-2, ART.L.101-3, ART.L.421-8, ART.L.421-6 C.URBANISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
23020	EXECUTION DE TRAVAUX OU UTILISATION DU SOL INTERDITE DANS UNE COMMUNE SANS PLAN LOCAL D'URBANISME OU CARTE COMMUNALE	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-3, ART.L.111-4 C.URBANISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)

23022	DIVISION IRREGULIERE D'UNE PROPRIETE FONCIERE SOUMISE A DECLARATION PREALABLE	ART.L.610-1 1°, ART.L.115-3, ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-23 B) C.URBANISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
23032	REALISATION IRREGULIERE D'AFFOUILLEMENT OU D'EXHAUSSEMENT DU SOL	ART.L.421-2, ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-19 K), ART.R.421-23 F), ART.R.421-20 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
23033	REALISATION IRREGULIERE DE TRAVAUX MODIFIANT OU SUPPRIMANT UN ELEMENT PROTEGE POUR UN MOTIF D'ORDRE CULTUREL, HISTORIQUE, ARCHITECTURAL, ECOLOGIQUE, PATRIMONIAL OU PAYSAGER - DECLARATION PREALABLE	ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.L.151-19, ART.L.151-23, ART.L.111-22, ART.R.421-23 H), I) C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
26464	REMEMBREMENT REALISE PAR UNE ASSOCIATION FONCIERE URBAINE LIBRE AVEC REALISATION DE VOIE OU ESPACE COMMUN NON AUTORISE PAR UN PERMIS D'AMENAGER	ART.L.421-2, ART.R.421-19 B) C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
26472	CONSTRUCTION NOUVELLE IRREGULIERE SOUMISE A DECLARATION PREALABLE DANS LE PERIMETRE D'UN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE	ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.L.313-1, ART.R.421-10, ART.R.421-11 C.URBANISME. ART.L.631-1 C.PATRIMOINE.	ART.L.313-11, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
26476	EXECUTION IRREGULIERE DE TRAVAUX MODIFIANT L'AMENAGEMENT DES ESPACES NON BATIS AUTOUR D'UN BATIMENT DANS LE PERIMETRE D'UN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE - DECLARATION PREALABLE	ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.L.313-1, ART.R.421-24 C.URBANISME. ART.L.631-1 C.PATRIMOINE.	ART.L.313-11, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
26620	CONSTRUCTION NOUVELLE IRREGULIERE SOUMISE A DECLARATION PREALABLE DANS UN SITE CLASSE OU EN INSTANCE DE CLASSEMENT	ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-11 C.URBANISME. ART.L.341-2 C.ENVIR.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
26966	REALISATION IRREGULIERE DE LOTISSEMENT	ART.L.442-2, ART.L.442-3, ART.L.442-1, ART.R.421-19 A), ART.R.421-23 A) C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)

F. URBANISME — QUALIFICATIONS CONDITIONNELLES (51 NATINF)

À retenir uniquement si l'obligation constitutive et les faits poursuivis présentent un lien matériel direct avec une matière effectivement enseignée par le programme Urbanisme. La seule proximité sectorielle ou lexicale ne suffit pas ; les garde-fous propres à chaque code sont précisés dans le référentiel technique audité.

Garde-fous opérationnels – Urbanisme

R – Récidive : la récidive doit être juridiquement constituée ; la qualification de base doit elle-même conserver un lien matériel direct avec une matière du programme Urbanisme.

U1 – Contrôle / interruption : uniquement si le contrôle, l'interruption ou la mesure judiciaire ou administrative se rattache directement à des travaux, constructions, aménagements ou usages du sol relevant du programme.

U2 – Camping, caravanage et habitats mobiles : uniquement lorsque l'infraction porte matériellement sur l'implantation, l'aménagement, l'autorisation ou l'usage du sol ; les comportements étrangers à ces objets restent hors périmètre.

U3 – Patrimoine et secteurs protégés : uniquement lorsque les faits portent sur des travaux, constructions, modifications ou aménagements soumis à autorisation ou prescription ; la protection patrimoniale prise isolément ne suffit pas.

U4 – Espaces naturels et prévention des risques : uniquement lorsque la règle poursuivie conditionne directement une construction, un aménagement, une installation ou un usage du sol effectivement traité dans le programme.

U5 – Aménagements sectoriels : remontées mécaniques, pistes, golf, parcs, aires, voies ou équipements ne sont retenus que pour leur dimension d'autorisation, d'aménagement ou de conformité urbanistique.

U6 – Autres qualifications connexes : l'obligation constitutive doit se rattacher directement à la planification, à une autorisation, à une règle de fond, à la conformité ou à la remise en état enseignée ; la seule proximité sectorielle ne suffit pas.

II-F — URBANISME — QUALIFICATIONS CONDITIONNELLES — AJOURNEMENT AVEC PROBATION				
Code NATINF	**Libellé**	**Texte(s) de définition**	**Texte(s) de répression**	**Peine principale encourue / repère**
4401	EXECUTION DE TRAVAUX OU UTILISATION DU SOL INTERDITE PAR ARRETE DANS UN ESPACE NATUREL SENSIBLE DEPARTEMENTAL *Garde-fou : U4*	ART.L.610-1 3°, ART.L.113-11, ART.L.113-12 C.URBANISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
6812	INSTALLATION DE CARAVANE EN DEHORS DES TERRAINS AMENAGES MALGRE INTERDICTION ADMINISTRATIVE - PLAN LOCAL D'URBANISME OU ARRETE MUNICIPAL *Garde-fou : U2*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-25, ART.R.111-49, ART.R.111-34, ART.R.111-47 C.URBANISME. ART.R.365-2 C.ENVIR. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
6813	INSTALLATION IRREGULIERE DE CARAVANE PENDANT PLUS DE TROIS MOIS PAR AN - DECLARATION PREALABLE *Garde-fou : U2*	ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-23 D), ART.R.111-47 C.URBANISME. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
6815	PRATIQUE DU CAMPING EN DEHORS DES TERRAINS AMENAGES MALGRE INTERDICTION ADMINISTRATIVE - PLAN LOCAL D'URBANISME OU ARRETE MUNICIPAL *Garde-fou : U2*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-2, ART.R.111-34 C.URBANISME. ART.R.365-2 C.ENVIR. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
6818	CREATION OU AGRANDISSEMENT D'UN TERRAIN DE CAMPING PERMETTANT L'ACCUEIL DE PLUS DE VINGT PERSONNES OU DE PLUS DE SIX HEBERGEMENTS DE LOISIRS SANS PERMIS D'AMENAGER *Garde-fou : U2*	ART.L.443-1 AL.1, ART.L.421-2, ART.R.421-19 C), ART.R.111-47, ART.R.111-41, ART.R.111-37, ART.A.111-2 C.URBANISME. ART.L.331-1, ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)

6820	AMENAGEMENT D'UN TERRAIN DE CAMPING OU D'UN PARC RESIDENTIEL DE LOISIRS SANS RESPECTER LES PRESCRIPTIONS DU PERMIS *Garde-fou : U2*	ART.L.421-2, ART.R.443-1, ART.R.443-6, ART.R.111-35, ART.R.111-36 C.URBANISME. ART.D.331-5, ART.D.333-3 C.TOURISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
6824	MAINTIEN DE TENTE OU DE CARAVANE DANS UN TERRAIN AMENAGE SAISONNIER EN DEHORS DE LA PERIODE D'EXPLOITATION FIXEE PAR LE PERMIS D'AMENAGER *Garde-fou : U2*	ART.L.421-2, ART.R.443-7, ART.R.111-47 C.URBANISME. ART.D.331-1-1, ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
6825	CAMPING OU INSTALLATION DE CARAVANE SUR LE RIVAGE DE LA MER *Garde-fou : U2 / U4*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-25, ART.R.111-33 1°, ART.R.111-48 1°, ART.R.111-47 C.URBANISME. ART.R.365-2 C.ENVIR. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
6826	CREATION D'UN TERRAIN DE CAMPING SUR LE RIVAGE DE LA MER *Garde-fou : U2 / U4*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-2, ART.R.111-33 1° C.URBANISME. ART.R.365-2 C.ENVIR. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
6827	CAMPING OU INSTALLATION DE CARAVANE DANS UN LIEU PROTEGE - SITE INSCRIT, CLASSE OU EN INSTANCE DE CLASSEMENT, PERIMETRE D'UN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE, ABORDS DES MONUMENTS HISTORIQUES *Garde-fou : U2 / U3*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-25, ART.R.111-33 1°,2°,3°, ART.R.111-48 1°, ART.R.111-47 C.URBANISME. ART.R.365-2 C.ENVIR. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
6828	CREATION D'UN TERRAIN DE CAMPING DANS UN LIEU PROTEGE - SITE INSCRIT, CLASSE OU EN INSTANCE DE CLASSEMENT, PERIMETRE D'UN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE, ABORDS DES MONUMENTS HISTORIQUES *Garde-fou : U2 / U3*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-2, ART.R.111-33 1°,2°,3° C.URBANISME. ART.R.365-2 C.ENVIR. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
6829	CAMPING OU INSTALLATION DE CARAVANE A MOINS DE 200 METRES D'UN POINT D'EAU CAPTEE POUR LA CONSOMMATION *Garde-fou : U2 / U4*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-25, ART.R.111-33 4°, ART.R.111-48 1°, ART.R.111-47 C.URBANISME. ART.R.365-2 C.ENVIR. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
6830	CREATION D'UN TERRAIN DE CAMPING A MOINS DE 200 METRES D'UN POINT D'EAU CAPTEE POUR LA CONSOMMATION *Garde-fou : U2 / U4*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-2, ART.R.111-33 4° C.URBANISME. ART.R.365-2 C.ENVIR. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
6831	INSTALLATION DE CARAVANE DANS UN ESPACE BOISE CLASSE *Garde-fou : U2 / U4*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-25, ART.R.111-48 2°, ART.R.111-47 C.URBANISME. ART.R.365-2 C.ENVIR. ART.D.331-5 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
6834	IMPLANTATION IRREGULIERE D'UNE HABITATION LEGERE DE LOISIRS EN DEHORS DES EMPLACEMENTS AUTORISES *Garde-fou : U2*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-25, ART.R.111-38, ART.R.111-40 AL.1, ART.R.111-37, ART.R.421-1, ART.R.421-9 A) C.URBANISME. ART.D.333-1 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)

7748	REALISATION DE TRAVAUX SANS DECLARATION OU ACCORD PREALABLE SUR UN IMMEUBLE INSCRIT AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES *Garde-fou : U3*	ART.L.641-1 §I 2°, ART.L.621-27 AL.1,AL.2,AL.4, ART.L.621-25, ART.L.621-26 C.PATRIMOINE.	ART.L.641-1 §I AL.1, §II C.PATRIMOINE. ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
22125	CONSTRUCTION OU AMENAGEMENT DE TERRAIN NON CONFORME AU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS *Garde-fou : U4*	ART.L.562-5 §I, ART.L.562-1, ART.L.562-6 C.ENVIR.	ART.L.562-5, ART.L.173-5, ART.L.173-7 C.ENVIR. ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
22967	CONSTRUCTION OU AMENAGEMENT DE TERRAIN DANS UNE ZONE INTERDITE PAR UN PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS *Garde-fou : U4*	ART.L.562-5 §I, ART.L.562-1, ART.L.562-6 C.ENVIR.	ART.L.562-5, ART.L.173-5, ART.L.173-7 C.ENVIR. ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
22980	EXECUTION NON AUTORISEE DE TRAVAUX PORTANT SUR LA REALISATION DE REMONTEES MECANIQUES *Garde-fou : U5*	ART.L.472-1, ART.L.472-2, ART.R.472-6 C.URBANISME. ART.L.342-7, ART.L.342-16 C.TOURISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
22982	AMENAGEMENT DE PISTE DE SKI ALPIN SANS AUTORISATION *Garde-fou : U5*	ART.L.473-1, ART.L.473-3, ART.R.473-3 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
23019	EXECUTION DE TRAVAUX OU UTILISATION DU SOL EN MECONNAISSANCE DES DIRECTIVES TERRITORIALES D'AMENAGEMENT *Garde-fou : U6*	ART.L.610-1 1°, ART.L.131-1 1°, ART.L.172-1, ART.L.172-2 C.URBANISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
23021	REALISATION, EN DEHORS DES ESPACES URBANISES, DE CONSTRUCTION OU D'INSTALLATION AU BORD D'UNE ROUTE A GRANDE CIRCULATION *Garde-fou : U6*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-6, ART.L.111-9 C.URBANISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
23030	AMENAGEMENT DE PARC D'ATTRACTION OU D'AIRE DE JEUX ET DE SPORTS NON AUTORISE PAR UN PERMIS D'AMENAGER *Garde-fou : U5*	ART.L.421-2, ART.R.421-19 H), ART.R.421-20 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
23031	REALISATION IRREGULIERE D'AIRE DE STATIONNEMENT, DE DEPOT DE VEHICULES OU DE GARAGE COLLECTIF DE CARAVANES OU DE RESIDENCES MOBILES DE LOISIRS *Garde-fou : U2 / U5*	ART.L.421-2, ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-19 J), ART.R.421-23 E), ART.R.421-20 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
25357	REALISATION D'AMENAGEMENT, OUVRAGE OU CONSTRUCTION D'UNE INSTALLATION CLASSEE DANS UNE ZONE DE MAITRISE DE L'URBANISATION FUTURE INTERDITE PAR UN PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES *Garde-fou : U4*	ART.L.515-24 §I, ART.L.515-16-1 AL.1, ART.L.515-16 AL.1 1°, ART.L.515-15, ART.L.515-36, ART.R.515-39 C.ENVIR.	ART.L.515-24, ART.L.173-5, ART.L.173-7 C.ENVIR. ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)

25358	REALISATION, DANS UNE ZONE DE MAITRISE DE L'URBANISATION FUTURE, D'AMENAGEMENT, OUVRAGE OU CONSTRUCTION D'UNE INSTALLATION CLASSEE NON CONFORME AUX PRESCRIPTIONS DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES *Garde-fou : U4*	ART.L.515-24 §I, ART.L.515-16-1 AL.1, ART.L.515-16 AL.1 1°, ART.L.515-15, ART.L.515-36, ART.R.515-39 C.ENVIR.	ART.L.515-24, ART.L.173-5, ART.L.173-7 C.ENVIR. ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
26466	AMENAGEMENT D'UN TERRAIN POUR LA PRATIQUE DES SPORTS OU LOISIRS MOTORISES NON AUTORISE PAR UN PERMIS D'AMENAGER *Garde-fou : U5*	ART.L.421-2, ART.R.421-19 G) C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
26468	AMENAGEMENT D'UN GOLF NON AUTORISE PAR UN PERMIS D'AMENAGER *Garde-fou : U5*	ART.L.421-2, ART.R.421-19 I), ART.R.421-20 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
26470	AMENAGEMENT IRREGULIER DANS UN ESPACE OU MILIEU A PRESERVER POUR LE MAINTIEN DES EQUILIBRES BIOLOGIQUES OU DANS UN INTERET ECOLOGIQUE *Garde-fou : U4*	ART.L.421-2, ART.R.421-22, ART.R.121-5 1°,2°,3°,4°, ART.R.121-4, ART.L.121-23, ART.L.121-24 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
26474	CREATION OU MODIFICATION IRREGULIERE D'UN ESPACE PUBLIC OU D'UNE VOIE DANS LE PERIMETRE D'UN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE *Garde-fou : U3 / U5*	ART.L.421-2, ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.L.313-1, ART.R.421-20 AL.4, ART.R.421-21, ART.R.421-25 C.URBANISME. ART.L.631-1 C.PATRIMOINE.	ART.L.313-11, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
26478	REAMENAGEMENT D'UN TERRAIN DE CAMPING OU D'UN PARC RESIDENTIEL DE LOISIRS VISANT A AUGMENTER DE PLUS DE 10% LE NOMBRE D'EMPLACEMENTS SANS PERMIS *Garde-fou : U2*	ART.L.421-2, ART.R.421-19 E) C.URBANISME. ART.D.331-5, ART.D.333-3 C.TOURISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
26480	REALISATION DE TRAVAUX SUR UN TERRAIN DE CAMPING OU DANS UN PARC RESIDENTIEL DE LOISIRS AYANT POUR EFFET DE MODIFIER SUBSTANTIELLEMENT LA VEGETATION SANS PERMIS D'AMENAGER *Garde-fou : U2*	ART.L.421-2, ART.R.421-19 F) C.URBANISME. ART.D.331-5, ART.D.333-3 C.TOURISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
26482	INSTALLATION D'UNE RESIDENCE MOBILE DE LOISIRS EN DEHORS DES EMPLACEMENTS AUTORISES *Garde-fou : U2*	ART.L.610-1 1°, ART.L.111-1, ART.L.111-25, ART.R.111-42, ART.R.111-44, ART.R.111-41, ART.A.111-2 C.URBANISME. ART.D.333-7 C.TOURISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
26486	EXECUTION DE TRAVAUX DANS UNE ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTE AVANT RECEPTION DE L'ETUDE PREALABLE DE SECURITE PUBLIQUE *Garde-fou : U5*	ART.L.610-1 4°, ART.L.114-1, ART.L.114-4, ART.R.114-1 C.URBANISME.	ART.L.610-1 AL.2, ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
26558	AMENAGEMENT IRREGULIER DE TERRAIN PERMETTANT L'INSTALLATION DE RESIDENCES MOBILES CONSTITUANT L'HABITAT PERMANENT DES GENS DU VOYAGE *Garde-fou : U2*	ART.L.444-1, ART.L.421-2, ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-19 L), ART.R.421-23 K) C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)

31335	AMENAGEMENT IRREGULIER DE TERRAIN PERMETTANT L'INSTALLATION DE RESIDENCES DEMONTABLES CONSTITUANT L'HABITAT PERMANENT DE LEURS UTILISATEURS *Garde-fou : U2*	ART.L.444-1, ART.L.421-2, ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-19 M), ART.R.421-23 L), ART.R.111-51 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
32025	REALISATION SANS AUTORISATION PREALABLE DE TRAVAUX SUR UN IMMEUBLE PROTEGE AU TITRE DES ABORDS *Garde-fou : U3*	ART.L.641-1 §I 3°, ART.L.621-32 AL.1, ART.L.621-30, ART.R.621-96-16 C.PATRIMOINE.	ART.L.641-1 §I AL.1,§II C.PATRIMOINE. ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
32026	REALISATION SANS AUTORISATION DE TRAVAUX SUR UN IMMEUBLE BATI OU NON BATI SITUE DANS LE PERIMETRE D'UN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE *Garde-fou : U3*	ART.L.641-1 §I 4°, ART.L.632-1, ART.L.631-1, ART.L.631-2, ART.D.632-1, ART.R.621-96-16 C.PATRIMOINE.	ART.L.641-1 §I AL.1,§II C.PATRIMOINE. ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
32027	EXECUTION DE TRAVAUX SUR UN IMMEUBLE CLASSE AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES SANS AUTORISATION PREALABLE *Garde-fou : U3*	ART.L.641-1 §I 1°, ART.L.621-9 AL.1, ART.L.621-1, ART.L.621-3, ART.R.621-11, ART.R.621-16-1 §I C.PATRIMOINE.	ART.L.641-1 §I AL.1, §II C.PATRIMOINE. ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
32259	INSTALLATION IRREGULIERE D'UNE RESIDENCE MOBILE CONSTITUANT L'HABITAT PERMANENT DES GENS DU VOYAGE PENDANT PLUS DE TROIS MOIS CONSECUTIFS - DECLARATION PREALABLE *Garde-fou : U2*	ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-23 J) C.URBANISME. ART.1 LOI 2000-614 DU 05/07/2000.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
33037	CONSTRUCTION NOUVELLE IRREGULIERE SOUMISE A DECLARATION PREALABLE DANS LES ABORDS D'UN MONUMENT HISTORIQUE *Garde-fou : U3*	ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-10, ART.R.421-11 C.URBANISME. ART.L.621-30 C.PATRIMOINE.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
33038	CREATION OU MODIFICATION IRREGULIERE D'UN ESPACE PUBLIC OU D'UNE VOIE DANS LES ABORDS D'UN MONUMENT HISTORIQUE *Garde-fou : U3 / U5*	ART.L.421-2, ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-20 AL.4, ART.R.421-21, ART.R.421-25 C.URBANISME. ART.L.621-30 C.PATRIMOINE.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
33039	EXECUTION IRREGULIERE DE TRAVAUX MODIFIANT L'AMENAGEMENT DES ESPACES NON BATIS AUTOUR D'UN BATIMENT DANS LES ABORDS D'UN MONUMENT HISTORIQUE - DECLARATION PREALABLE *Garde-fou : U3*	ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-24 C.URBANISME. ART.L.621-30 C.PATRIMOINE.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
33040	CREATION OU MODIFICATION IRREGULIERE D'UN ESPACE PUBLIC OU D'UNE VOIE DANS UN SITE CLASSE OU EN INSTANCE DE CLASSEMENT *Garde-fou : U3 / U5*	ART.L.421-2, ART.L.421-4, ART.L.424-1, ART.R.421-20 AL.4, ART.R.421-25 C.URBANISME. ART.L.341-2 C.ENVIR.	ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
34160	CONSTRUCTION OU AMENAGEMENT DE BATIMENT DANS UNE ZONE DE MAITRISE DE L'URBANISATION FUTURE SANS RESPECT DES REGLES DE PREVENTION DES EFFETS DES ACCIDENTS TECHNOLOGIQUES *Garde-fou : U4*	ART.L.183-4 AL.1, ART.L.133-1 C.CONSTRUCT. ART.L.515-15, ART.L.515-16 AL.1 1°, ART.L.515-16-1 C.ENVIR.	ART.L.183-4 AL.1,AL.6, ART.L.183-6, ART.L.183-8 C.CONSTRUCT.	45 000 € d'amende (sans emprisonnement sur la forme auditée)

34161	CONSTRUCTION OU AMENAGEMENT DE BATIMENT DANS UNE ZONE DE PRESCRIPTION RELATIVE A L'URBANISATION EXISTANTE SANS RESPECT DES REGLES DE PREVENTION DES EFFETS DES ACCIDENTS TECHNOLOGIQUES *Garde-fou : U4*	ART.L.183-4 AL.1, ART.L.133-1 C.CONSTRUCT. ART.L.515-15, ART.L.515-16 AL.1 2°, ART.L.515-16-2 C.ENVIR.	ART.L.183-4 AL.1, AL.6, ART.L.183-6, ART.L.183-8 C.CONSTRUCT.	45 000 € d'amende (sans emprisonnement sur la forme auditée)
34162	CONSTRUCTION OU AMENAGEMENT DE BATIMENT DANS UNE ZONE SOUMISE A UN PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERS SANS RESPECT DES REGLES PRESCRITES PAR CE PLAN *Garde-fou : U4*	ART.L.183-4 AL.1, ART.L.133-2 C.CONSTRUCT. ART.L.174-5 C.MINIER. ART.L.562-1 C.ENVIR.	ART.L.183-4 AL.1, AL.6, ART.L.183-6, ART.L.183-8 C.CONSTRUCT.	45 000 € d'amende (sans emprisonnement sur la forme auditée)
35176	AMENAGEMENT, INSTALLATION, CONSTRUCTION NON AUTORISE DANS UNE ZONE DE DANGER D'UN ESPACE URBANISE - COMMUNE SANS PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES D'INCENDIES DE FORET *Garde-fou : U4*	ART.L.567-5, ART.L.567-4, ART.L.567-1 C.ENVIR.	ART.L.567-7, ART.L.562-5, ART.L.173-5, ART.L.173-7 C.ENVIR. ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-5, L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
35413	INEXECUTION, DANS LES DELAIS PRESCRITS PAR LA MISE EN DEMEURE, DE TRAVAUX DE DEMOLITION OU DE REMISE EN ETAT ORDONNES DANS UNE ZONE EXPOSEE AU RECUL DU TRAIT DE COTE *Garde-fou : U6*	ART.L.480-4 AL.6,AL.3, ART.L.121-22-5 §I, §III, ART.L.121-22-2, ART.L.121-22-1 C.URBANISME.	ART.L.480-4 AL.3,AL.1, ART.L.480-7, ART.L.480-5 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
35820	CONSTRUCTION DE BATIMENT DANS UNE ZONE SOUMISE A UN PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES OU MINIERS SANS ATTESTATION CONFORME DE REALISATION DE L'ETUDE PREALABLE *Garde-fou : U4*	ART.L.183-4 AL.1, ART.L.132-1, ART.R.132-1 AL.1, ART.L.122-8-1 C.CONSTRUCT. ART.R.431-16 F) C.URBANISME.	ART.L.183-4 AL.1, AL.6, ART.L.183-6, ART.L.183-8 C.CONSTRUCT.	45 000 € d'amende (sans emprisonnement sur la forme auditée)
35821	CONSTRUCTION DE BATIMENT SANS RESPECT DES REGLES FIXEES PAR UN PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES *Garde-fou : U4*	ART.L.183-4 AL.1, ART.L.132-1, ART.R.132-1 C.CONSTRUCT. ART.L.562-1 C.ENVIR.	ART.L.183-4 AL.1, AL.6, ART.L.183-6, ART.L.183-8 C.CONSTRUCT.	45 000 € d'amende (sans emprisonnement sur la forme auditée)

G. HABITAT INDIGNE — QUALIFICATIONS CONDITIONNELLES (10 NATINF)

À retenir uniquement si l'obligation constitutive et les faits poursuivis présentent un lien matériel direct avec une matière effectivement enseignée par le programme Habitat Indigne. La seule proximité sectorielle ou lexicale ne suffit pas ; les garde-fous propres à chaque code sont précisés dans le référentiel technique audité.

Garde-fous opérationnels – Habitat indigne

H1 – Mise en danger : tous les éléments propres de la qualification doivent être réunis ; l'existence d'un logement dégradé ou dangereux ne suffit pas à elle seule.

H2 – Conformité technique du bâtiment : uniquement si le bâtiment ou le local est destiné à l'habitation et si l'obligation poursuivie se rattache directement à la santé, à la sécurité ou à la salubrité traitée par le programme.

H3 – Mesures et protection des occupants : uniquement si la mesure judiciaire ou administrative, les travaux ou les agissements poursuivis concernent directement l'habitation, la sécurité, la salubrité, la dignité ou les droits des occupants.

H4 – Lien matériel avec l'habitat indigne : le local doit être utilisé ou destiné à l'habitation et les faits doivent mettre directement en cause la dignité, la santé, la sécurité, la salubrité ou la protection des occupants ; un simple litige immobilier ne suffit pas.

H5 – Contrôle : l'obstacle ou le refus n'est retenu que si la mission de contrôle concerne directement une matière du programme Habitat indigne.

II-G — HABITAT INDIGNE — QUALIFICATIONS CONDITIONNELLES — AJOURNEMENT AVEC PROBATION				
Code NATINF	**Libellé**	**Texte(s) de définition**	**Texte(s) de répression**	**Peine principale encourue / repère**
30308	EXECUTION DE TRAVAUX D'ADAPTATION AUX NORMES DE SALUBRITE OU SECURITE DANS UN LOCAL D'HABITATION NON NOTIFIES AU LOCATAIRE *Garde-fou : H3*	ART.10-1-A AL.1 LOI 75-1351 DU 31/12/1975. ART.1, ART.2 AL.1,AL.2 LOI 67-561 DU 12/07/1967.	ART.10-1-A LOI 75-1351 DU 31/12/1975. ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
30310	EXECUTION DE TRAVAUX D'ADAPTATION AUX NORMES DE SALUBRITE OU SECURITE DANS UN LOCAL D'HABITATION MALGRE DECISION D'INTERDICTION OU D'INTERRUPTION *Garde-fou : H3*	ART.10-1-A AL.1 LOI 75-1351 DU 31/12/1975. ART.1, ART.2 AL.1 LOI 67-561 DU 12/07/1967.	ART.10-1-A LOI 75-1351 DU 31/12/1975. ART.L.480-4 AL.1, ART.L.480-7 C.URBANISME.	Amende de 1 200 € à 6 000 €/m² de surface concernée, ou jusqu'à 300 000 € dans les autres cas (sans emprisonnement hors récidive)
34064	CONSTRUCTION DE BATIMENT SANS INSTALLATION ELECTRIQUE CONFORME *Garde-fou : H2*	ART.L.183-4 AL.1, ART.L.134-6, ART.R.134-50 C.CONSTRUCT.	ART.L.183-4 AL.1, AL.6, ART.L.183-6, ART.L.183-8 C.CONSTRUCT.	45 000 € d'amende (sans emprisonnement sur la forme auditée)
34065	CONSTRUCTION DE BATIMENT SANS INSTALLATION DE GAZ CONFORME *Garde-fou : H2*	ART.L.183-4 AL.1, ART.L.134-8 C.CONSTRUCT.	ART.L.183-4 AL.1, AL.6, ART.L.183-6, ART.L.183-8 C.CONSTRUCT.	45 000 € d'amende (sans emprisonnement sur la forme auditée)
34068	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT SANS RESPECT DES REGLES RELATIVES A LA QUALITE DE L'AIR INTERIEUR *Garde-fou : H2*	ART.L.183-4 AL.1, ART.L.153-1, ART.L.153-2, ART.L.153-3, ART.L.153-4, ART.R.153-1 C.CONSTRUCT.	ART.L.183-4 AL.1, AL.6, ART.L.183-6, ART.L.183-8 C.CONSTRUCT.	45 000 € d'amende (sans emprisonnement sur la forme auditée)
34070	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT D'HABITATION SANS RESPECT DES REGLES RELATIVES A SES OUVERTURES *Garde-fou : H2*	ART.L.183-4 AL.1, ART.L.155-1, ART.R.155-1 C.CONSTRUCT.	ART.L.183-4 AL.1, AL.6, ART.L.183-6, ART.L.183-8 C.CONSTRUCT.	45 000 € d'amende (sans emprisonnement sur la forme auditée)
34071	CONSTRUCTION D'UN LOGEMENT SANS RESPECT DES REGLES RELATIVES A SES DIMENSIONS MINIMALES *Garde-fou : H2*	ART.L.183-4 AL.1, ART.L.156-1, ART.R.156-1 C.CONSTRUCT.	ART.L.183-4 AL.1, AL.6, ART.L.183-6, ART.L.183-8 C.CONSTRUCT.	45 000 € d'amende (sans emprisonnement sur la forme auditée)

34072	CONSTRUCTION DE BATIMENT SANS PRISE EN COMPTE DES REGLES DE PREVENTION DES CHUTES ACCIDENTELLES DE HAUTEUR DES PERSONNES *Garde-fou : H2*	ART.L.183-4 AL.1, ART.L.134-12 AL.1, ART.R.134-59 C.CONSTRUCT.	ART.L.183-4 AL.1, AL.6, ART.L.183-6, ART.L.183-8 C.CONSTRUCT.	45 000 € d'amende (sans emprisonnement sur la forme auditée)
34073	CONSTRUCTION D'UN LOGEMENT SANS RESEAU D'EAU CONFORME *Garde-fou : H2*	ART.L.183-4 AL.1, ART.L.152-1, ART.L.152-2, ART.R.152-2, ART.R.151-1 C.CONSTRUCT.	ART.L.183-4 AL.1, AL.6, ART.L.183-6, ART.L.183-8 C.CONSTRUCT.	45 000 € d'amende (sans emprisonnement sur la forme auditée)
34075	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT A USAGE D'HABITATION SANS RESPECT DES REGLES DE SECURITE DES PERSONNES CONTRE UN INCENDIE *Garde-fou : H2*	ART.L.183-4 AL.1, ART.L.141-1, ART.L.141-2, ART.R.142-1 C.CONSTRUCT.	ART.L.183-4 AL.1, AL.6, ART.L.183-6, ART.L.183-8 C.CONSTRUCT.	45 000 € d'amende (sans emprisonnement sur la forme auditée)

Aucune contravention n'a été retenue à l'issue du réaudit juridique fermé : aucune ouverture contraventionnelle pertinente par l'article 131-16, 7° du Code pénal n'a été identifiée dans la population thématique auditée. Sources : référentiel NATINF officiel du ministère de la Justice (édition juillet 2026, jeu de données mis à jour le 06/09/2026), Légifrance, Annexes 1 SAFUR-HI-PPA détaillées stabilisées (programme combiné, Urbanisme et Habitat indigne) et audit NATINF SAFUR-HI-PPA fermé au 07/10/2026. Peines principales normalisées au 08/10/2026 à partir des textes de répression en vigueur (notamment C. urb., art. L. 480-4 et L. 480-12 ; CCH, art. L. 183-3, L. 183-4, L. 183-11 et L. 183-16 ; C. env., art. L. 331-26 ; C. pén., art. 434-41). Fin de l'Annexe 4.

Cette extraction opérationnelle est indicative et non exhaustive. Les codes NATINF, les textes applicables, la peine encourue et la situation procédurale doivent être appréciés à la date de la décision et au regard du dossier. Le classeur d'audit constitue le référentiel technique de traçabilité ; la présente extraction DOCX constitue l'Annexe 4 opérationnelle.